

Daniel Bensaïd

Des mots et des choses

Parce qu'il est devenu urgent de laisser la place aux idées, Mouvements et l'hebdomadaire Politis, associés pour la circonstance, lancent un vaste débat sur les questions qui fâchent à gauche. La gauche doit-elle se définir comme « anticapitaliste » ou « antilibérale », ou encore « anti-néolibérale » ? Est-elle pour l'économie de marché, pour une économie administrée, pour un système mixte ? Peut-elle envisager que les missions de service public soient confiées au privé ? Considère-t-elle que la croissance est en soi réactionnaire ? Comment concilie-t-elle le droit au travail et une société du temps libre ? Un système fiscal peut-il permettre de redistribuer les richesses ? Comment la gauche se situe-t-elle par rapport au nucléaire ? Souhaite-t-elle un protectionnisme européen ? Quelle politique de l'immigration ? Voilà quelques-unes des questions – parmi d'autres – que nous avons choisi de poser à partir de cette semaine à des intellectuels engagés, des universitaires, des militants qui ont bien voulu prendre la plume pour nous. Leurs réponses ou leurs réflexions seront publiées pour une grande partie dans Politis et sur son site, et en totalité sur le site de Mouvements. En espérant que ce travail de co-publication – qui se prolongera au moins deux mois – suscitera réponses et débats. Pour Daniel Bensaïd, l'antilibéralisme est au mieux un signifiant flottant désignant un front du refus qui irait de la gauche révolutionnaire au pacifisme théologique.

L'antilibéralisme est un vaste titre. Aussi vaste et pluriel que les libéralismes eux-mêmes. Il enveloppe la gamme des résistances à la contre-réforme libérale apparues depuis l'insurrection zapatiste de 1994, les grèves de l'hiver 1995 et les manifestations altermondialistes de 1999 à Seattle. Il exprime un grand refus social et moral qui n'est pas (encore ?) parvenu à se doter de stratégies politiques réellement alternatives. Mis en scène à l'échelle planétaire par les forums sociaux, popularisé par les livres imprécateurs de Viviane Forrester ou de Naomi Klein, il est le moment – nécessaire sans aucun doute – du négatif : « Le monde n'est pas une marchandise, le monde n'est pas à vendre... » Un autre monde est nécessaire, mais lequel ? Et surtout : comment le rendre possible ?

Ce « moment antilibéral », marqué par le retour de la question sociale et l'irruption des mouvements sociaux (anciens ou « nouveaux »), a permis de délégitimer le discours libéral triomphant au début des années 1990. Mais, des réponses à apporter à « la révolution passive » néolibérale, le spectre est largement ouvert. Parler au singulier d'un mouvement altermondialiste, comme s'il s'agissait d'un grand sujet susceptible de prendre le relais d'un prolétariat en voie d'extinction, est non seulement aventureux mais erroné. Sur la « planète alter », cohabitent en effet – et c'est très bien ainsi à condition de ne pas noyer les divergences réelles dans un consensus diplomatique – des opposants radicaux aux institutions comme la Banque mondiale et l'OMC, et des partisans de leur aménagement ; des partisans du « oui » et du « non » au référendum sur le traité constitutionnel européen (TCE) ; ceux qui veulent humaniser la marchandisation du monde et ceux qui veulent en renverser les idoles ; ceux qui gèrent les privatisa-

tions et les réformes de la protection sociale, et ceux qui s'y opposent...

Tous antilibéraux ? Dans une certaine mesure et jusqu'à un certain point. À différents degrés et différemment. Certains se satisferaient de corriger à la marge les excès du libéralisme ensauvagé, sans remettre en cause sa matrice capitaliste. D'autres veulent changer radicalement de logiciel. Les lignes de partage ne relèvent pas, ou secondairement, de questions lexicales (antilibéralisme ou anticapitalisme), mais de politiques concrètes. Lula et le Parti des travailleurs, au Brésil, Rifondazione comunista, en Italie, ont été, depuis le début des forums sociaux en 2001, deux piliers du mouvement alter en Amérique latine et en Europe. Le premier est aujourd'hui un élève zélé, cité en exemple, du Fonds monétaire international. Le second collabore avec discipline à la politique belliciste et antisociale de Romano Prodi. Tous deux purgent leurs partis respectifs de leurs élus récalcitrants. Il est clair en Amérique latine que « l'antilibéralisme » de Chavez ou de Morales n'a pas le même sens, ni la même dynamique que celui de Lula ou de Kirchner.

L'antilibéralisme est donc au mieux un signifiant flottant pour désigner un front du refus allant de la gauche révolutionnaire aux utopies néokeynésiennes, du pacifisme théologique à l'anti-impérialisme militant. Il peut être un levier unitaire efficace pour des actions et des campagnes précises, contre la dette ou contre la guerre, contre la directive Bolkenstein ou contre le traité constitutionnel (encore que, sur ce point, le front se soit divisé). Il ne constitue pas en soi un projet politique. C'est ce qu'a montré la division de la gauche radicale en France lors des élections législatives et présidentielle : la « victoire défensive » que représente le « non » au référendum sur le TCE

n'était pas mécaniquement convertible en dynamique offensive autour d'un programme et d'une stratégie d'alliances.

Les questions proposées par *Politis* sont pour la plupart formulées en termes de définitions. Une gauche authentique doit-elle se définir comme anticapitaliste ou antilibérale? Comment se définit-elle par rapport à l'économie de marché? La manie de la définition est caractéristique du goût français de la raison classificatoire et de sa manie du rangement. La définition fixe et immobilise. La détermination dialectique met au contraire l'accent sur le devenir et la dynamique. Antilibéralisme ou anticapitalisme? Ce n'est pas une question d'étiquette ou de définition, mais d'orientation; pas une question de catalogue de mesures et de revendications pour dépliant électoral, mais d'intervention permettant d'évaluer, à l'épreuve de la pratique, les alliances et les compromis qui rapprochent du but recherché, et ceux qui leur tournent le dos.

Une politique de rupture avec le despotisme anonyme des marchés exige aujourd'hui que la logique du bien commun, du service public, de la solidarité l'emporte sur celle du profit à tout prix, du calcul égoïste et de la concurrence de tous contre tous. Elle exige pour cela d'oser des incursions énergiques dans le sanctuaire de la propriété privée (y compris la propriété immobilière et foncière, qui joue un rôle clé dans les questions écologiques comme dans celles de l'urbanisation et du logement). Elle

exige une opposition intransigeante à la guerre de reconquête coloniale, à l'économie d'armement, aux pactes militaires impérialistes. Elle passe par une rupture avec le carcan des critères de convergences et du pacte de stabilité européens, par une nuit du 4 août fiscal, etc. Une lutte résolue sur ces objectifs est rigoureusement contradictoire avec des coalitions parlementaires et gouvernementales avec Blair ou Schröder hier, Prodi ou Royal aujourd'hui, sous peine de rendre la frontière entre la gauche et la droite poreuse au point que les transfuges puissent désormais la traverser (dans les deux sens!) sans avoir le moins du monde le sentiment de se renier. La question des alliances n'est pas la prothèse technique ou le simple prolongement instrumental d'un programme visant à changer le monde. Elle en est partie intégrante.

Des missions de service public peuvent-elles être confiées au privé? En 1977, Michel Rocard avait (agréablement) surpris un parterre de patrons en déclarant que les logiques de régulation – plan ou marché – sont globales, et qu'on ne biaise pas avec le marché. C'était parler franc et vrai. Tellement vrai qu'une fois la gauche parvenue aux affaires, Laurent Fabius fut le premier Premier ministre à jouer à fond la libre circulation des capitaux; et Pierre Bérégovoy, « le premier artisan de la désintermédiation bancaire »^{1/}. Il ne s'agit pas d'abolir tous les rapports marchands, mais de savoir qui doit l'emporter, de la souveraineté démo-

cratique (du pouvoir populaire constituant) ou du fétiche automate des marchés. La question ne se réduit pas à la part d'appropriation sociale autogérée des moyens de production, de communication et d'échange. Elle implique tout autant une politique fiscale, un contrôle politique de l'outil monétaire, une redéfinition des services publics, une réorientation du commerce extérieur. Que, dans un tel cadre, des missions de service public puissent être déléguées à des opérateurs privés n'est pas une question de principe, si elles sont encadrées par des législations fiscales et sociales contraignantes. En outre, les formes d'appropriation sociale peuvent être très variées, de l'entreprise publique à la coopérative autogérée. Mais, ici encore, la question cruciale est celle des rapports de forces sociaux et politiques, et du pouvoir réel de décision.

Pour aller à la racine des choses, un antilibéralisme radical doit s'attaquer au disque dur du capital, rendre le droit à l'existence (au logement, à la santé, à l'éducation, à l'emploi) opposable au droit de propriété. Elle doit opposer à la privatisation et à la marchandisation du monde une politique de solidarité sociale, de démarchandisation et de gratuité. Dès lors, la distinction formelle entre antilibéralisme et anticapitalisme s'estompe: c'est en résistant à l'irrésistible que l'on devient révolutionnaire sans forcément le savoir.

11 octobre 2007, *Mouvements et Politis* n° 971

^{1/} Voir le témoignage éclairé de Jean Peyrelevalde, *Le Capitalisme total*, Seuil, 2005.